



# LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

01 mai 2025

N° 326

Prix: 25 gourdes

## SOMMAIRE

### Editorial

⇒ Page 1

- Aux classes populaires de prendre le contrôle du pays et de ses richesses !

### Leur Société

⇒ Page 2

- Un effondrement de l'État bourgeois
- Mirebalais et Saut-d'Eau : Deux nouveaux territoires perdus
- Nouvelle attaque des bandits de « Viv Ansanm » à Clercine
- le Grand Sud dans le collimateur des gangs armés

⇒ Page 3

- Chronique d'une manifestation avortée
- l'indexation des salaires sur le coût de la vie, un impératif

⇒ Page 3

- Premier mai 2025 : les travailleurs n'ont pas défilé

⇒ Page 4

- Pour une subvention aux travailleurs actifs et non actifs

### Dans l'international

⇒ Page 4

- « Dette haïtienne » : la réparation ne peut venir que de la révolution des

### Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

## EDITORIAL

# AUX CLASSES POPULAIRES DE PRENDRE LE CONTRÔLE DU PAYS ET DE SES RICHESSES !



Le chaos qui ravage Haïti, et particulièrement sa capitale Port-au-Prince, atteint un degré d'horreur sans précédent. Plus de 80 % de la capitale est sous la coupe de gangs armés, issus des entrailles pourries d'un système économique et social dominé par une poignée de riches parasites. Des quartiers entiers sont vidés de leurs habitants, transformés en champs de ruines. Les écoles et les hôpitaux sont incendiés, pillés. Les rares entreprises encore debout ferment en série, laissant des milliers de travailleurs sur le carreau. Les marchés publics sont déserts ou occupés par des bandes mafieuses qui rançonnent la population.

Port-au-Prince, jadis cœur économique et politique du pays, est aujourd'hui un cimetière à ciel ouvert, une ville agonisante, coupée du reste du pays et du monde. Routes bloquées, ports et aéroports paralysés, rues désertées ou aux mains des bandes armées : telle est la sinistre réalité quotidienne. Sur les principales artères et routes nationales, les bandits érigent des postes de péage improvisés, extorquant chauffeurs et passagers sous la menace des armes, aggravant la paralysie économique et la terreur généralisée.

Mais ce chaos n'est pas tombé du ciel. Il est l'aboutissement de plus de cinq siècles de pillage, de dépeçage systématique de ce coin de terre par les puissances occidentales : de l'Espagne aux États-Unis, en passant par la France et l'Angleterre. Les classes possédantes locales et leurs valets politiques ont repris le flambeau de cette mise à sac, poursuivant avec zèle l'œuvre d'exploitation et de destruction au détriment des masses laborieuses.

Ce n'est pas une malédiction mais le résultat direct de la domination séculaire des classes possédantes et de leurs valets. Depuis des décennies, ces parasites s'enrichissent en affamant les travailleurs, en privant les jeunes d'éducation, en condamnant les masses à la misère. Aujourd'hui, les bandes armées, qu'elles ont nourries et instrumentalisées pour se maintenir au pouvoir, échappent à leur contrôle et plongent tout le pays dans l'abîme.

Bien avant cette explosion de barbarie, la situation était déjà infernale pour les classes populaires : chômage endémique, inflation galopante, conditions de vie déplorables. Aujourd'hui, cette misère s'est transformée en un véritable enfer avec la dictature des gangs. C'est l'anéantissement pur et simple de toute forme de vie digne.

Face à cette barbarie, il n'y aura pas de solution venant d'en haut, ni des valets locaux, ni de la prétendue « communauté internationale » représentant les intérêts des puissances impérialistes. La seule force capable de sauver le pays et sa population pauvre, c'est celle des classes populaires elles-mêmes.

Déjà, des signes d'espoir surgissent. À Léogâne, à Canapé-Vert, à Delmas, dans plusieurs zones du Sud, du Nord, du Nord-Ouest, des habitants organisent des brigades de vigilance, chassent les bandits, bloquent les tentatives d'infiltration. Les riverains des quartiers populaires, es déplacés des camps, par milliers, expriment leur ras-le-bol et leur soif de dignité à travers des manifestations et des rassemblements.

C'est dans ces mobilisations populaires, dans ces initiatives d'auto-défense locale que réside la solution et elles doivent être dirigées, contrôlées par les travailleurs et les pauvres des quartiers. Mais il faut aller plus loin : il faut fédérer ces résistances, les étendre à tout le pays, en faire un véritable soulèvement national contre les gangs et contre ceux qui, depuis des générations, exploitent et écrasent les masses pauvres. ■

## UN EFFONDREMENT DE L'ÉTAT BOURGEOIS

La conquête des communes du département de l'Ouest par les gangs s'est faite presque sans résistance. Partout où les truands pointent leur nez, l'État se dépêche de leur livrer le terrain en déplaçant l'essentiel des institutions qui s'y trouvaient. Des centres carcéraux vidés de leurs pensionnaires puis incendiés, des commissariats de police détruits, des villages entiers livrés au pillage, des massacres en série des zones attaquées, partout l'État bourgeois plie et capitule.

Mais, cette insécurité est la partie visible de l'iceberg. C'est tout le tissu social qui se décompose. Près de 40 ans après la chute de la dictature des Duvalier le 7 février 1986, la population a plus que doublé. A la place des Tontons macoutes et de l'Armée, la bourgeoisie et sa classe politique se sont débrouillées pour accroître leurs richesses en laissant sur le bas-côté la classe ouvrière et les masses populaires.

En absence d'un pouvoir central fort, capable de maintenir un minimum de discipline dans son sein, la classe des affairistes s'est muée en gangs pour s'attaquer à l'État, se faire la guerre pour avoir des parts de marchés, placer leurs pions au pouvoir et au niveau des

institutions pour rafler la part du lion. Les besoins de la population étant le cadet de leurs soucis, les groupes politiques qui sont arrivés au pouvoir se sont dépêchés de se remplir les poches tout en livrant le pays aux classes dominantes et aux gangs. Les institutions de l'État se délitent au profit des magnats de l'économie.

Dans tous les domaines, le constat est accablant. Que ce soit au niveau de la santé, de l'éducation, de la nutrition, de l'habitat, de l'environnement, du travail, des services de bases, du transport, de la voirie, etc.. la situation est catastrophique. Elle a empiré depuis le déclenchement de la guerre des gangs contre les masses populaires.

La montée en puissance des gangs est

dans la droite ligne de la détérioration, de la pourriture du système d'exploitation capitaliste. Elle en est sa nouvelle forme d'expression. Devant l'outrecuidance des gangs, la bourgeoisie plie l'échine et paye pour faire fonctionner ses entreprises. Les politiciens au pouvoir se gavent dans les caisses publiques. La mafia internationale se frotte les mains d'avoir trouvé un terrain propice au développement de ses activités criminelles.

Les seules qui en pâtissent sont les classes populaires. Elles payent seules le basculement de la société dans l'horreur et la barbarie des gangs criminels. Mais elles seules aussi détiennent la solution pour renverser l'ordre des choses.■

## MIREBALAIS ET SAUT-D'EAU : DEUX NOUVEAUX TERRITOIRES PERDUS

Le mercredi 16 avril 2025, une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux a montré des dizaines d'hommes armés de la coalition Viv Ansanm en train de piller la commune de Mirebalais. Deux semaines après avoir envahi la ville, les gangs sont revenus en force, avec containers, camions, pickups et Hiaces pour emporter tout ce qu'ils pouvaient : marchandises, produits de boutiques, biens de maisons.

Rien n'a été épargné. Ils ont même détruit le commissariat local à l'aide d'engins lourds, dans une impunité totale. Profitant du moment où les projecteurs étaient braqués sur la grande manifestation de Canapé-Vert contre l'insécurité, ces bandits ont poursuivi leur saccage sans être inquiétés. Après avoir dévalisé les maisons abandonnées par une population en fuite, ils ont incendié de nombreuses habitations pour effacer toute trace de leur passage. Pendant ce temps, silence radio du côté des autorités : aucune intervention policière digne de ce nom, malgré les promesses répétées de "reprise de contrôle" par la PNH.

Depuis plusieurs années, les gangs 400 Mawozo et Taliban paralysent les routes nationales stratégiques reliant Port-au-Prince au Grand Nord (via la Nationale n°1) et à la République dominicaine (via Croix-des-Bouquets). Seule restait la voie passant par Mirebalais pour acheminer marchandises et passagers. Cette ville, ainsi que Saut-d'Eau, jouait un rôle vital de liaison, notamment pour les communications avec le Plateau Central et les zones frontalières servant de transit pour les trafics d'armes et de drogues.

Malgré la présence de brigades de vigilance actives à Mirebalais et à Saut-d'Eau, cela n'a pas suffi à empêcher l'infiltration et la

conquête de ces villes par les gangs. Aujourd'hui, leur mainmise sur ces territoires rend la situation encore plus critique : au nord, l'Artibonite est déjà en proie aux groupes armés Kokorat San Ras et Gran Grif, eux aussi membres de la coalition Viv Ansanm.

Ainsi, Mirebalais et Saut-d'Eau rejoignent la liste des territoires perdus aux mains de bandes criminelles. Aucune action sérieuse n'a été entreprise par l'État haïtien pour empêcher leur chute. Un abandon de plus, qui confirme que dans ce chaos, seul un soulèvement populaire, déterminé et organisé, pourra inverser la situation.■

## NOUVELLE ATTAQUE DES BANDITS DE « VIV ANSANM » À CLERCINE

La population de Clercine et de Butte Boyer a de nouveau subi une attaque violente des bandits lourdement armés de la fédération criminelle « Viv Ansanm ». Pris de panique, les habitants ont été contraints de fuir massivement pour échapper à la terreur.

Dans la soirée du mercredi 2 avril 2025, juste après la grande manifestation de plusieurs milliers d'habitants de Canapé-Vert et de Turgeau contre l'insécurité, les gangs ont lancé un assaut brutal contre les quartiers voisins du commissariat de Clercine. Pendant trois jours, ces zones ont été transformées en champs de ruines et de peur.

Selon AlterPresse, une agence en ligne : « Les bandits lourdement armés ont pillé des dizaines de maisons et emporté plusieurs

véhicules privés aux villages de Tecina et Théodat, à Clercine, dans la municipalité de Tabarre... non loin de la Brigade d'intervention motorisée (BIM). »

Malgré la sécurisation des locaux du commissariat, les habitants se sont enfuis de toutes parts pour éviter d'être victimes des affrontements entre les unités de la Police nationale (PNH) et les gangs. Ceux qui n'ont pas pu quitter leurs maisons, épargnés par les incendies, vivent reclus, subissant des actes de violence, notamment des viols, des bastonnades et des pillages. Le marché de Tabarre fonctionne au ralenti, dans un climat de peur généralisée. Les établissements scolaires sont fermés et la vie économique est paralysée. Sur la route principale menant à Carrefour Fleuriot, les gangs ont décapité un passant, l'accusant de

parler avec des policiers cachés dans un véhicule blindé. La population de Clercine et de Butte Boyer n'en est pas à sa première expérience face à la violence des gangs. Déjà, sous la terreur du groupe « Chen Mechan », ces quartiers avaient été confrontés à l'insécurité avant même le regroupement des chefs de gangs sous la bannière de « Viv Ansanm ».

Face à cette barbarie grandissante, la seule véritable issue pour les habitants reste l'organisation collective et la mise en place de brigades de vigilance populaires. Ce n'est qu'en s'organisant pour se défendre que les masses populaires pourront briser l'étau criminel que les bandits tentent d'imposer sur Clercine, Butte Boyer et l'ensemble de la commune.■

## LE GRAND SUD DANS LE COLLIMATEUR DES GANGS ARMÉS

En envahissant la municipalité de Mirebalais et d'autres villes dans le département du Centre à la fin du mois de mars et au début du mois d'avril, les criminels de la coalition « Viv Ansanm » ont franchi une nouvelle étape dans leur plan de soumission du pays entier. Après avoir étendu leur emprise sur l'Ouest, l'Artibonite et le Centre, ils lorgnent désormais vers le Sud, notamment Les Cayes et le Grand Sud, ainsi que le Cap-Haïtien. Leurs déclarations publiques dans ce sens ont circulé en boucle sur les réseaux sociaux en avril, provoquant une onde d'inquiétude parmi la population. Le succès criminel des gangs dans l'Ouest et leur percée dans le Centre semblent avoir renforcé leur appétit territorial.

Depuis que la violence gangstérisée a ravagé Port-au-Prince, des milliers de personnes ont fui vers le Sud et le Nord du pays, deux régions jusqu'ici relativement épargnées. Les Cayes et le Cap-Haïtien, en particulier, ont accueilli une grande partie de ces réfugiés, mettant à rude épreuve des infrastructures déjà limitées.

Pour l'instant, les gangs ne sont pas passés à l'assaut massif de ces régions, mais tout indique qu'ils peaufinent leurs stratégies, cherchant à semer la panique par leurs déclarations et leurs infiltrations discrètes. Rien ne dit que des complices ne les attendent pas déjà dans certaines villes comme Les Cayes.

Le 14 avril, intervenant sur Radio Métropole, Ernest Muscadin, commissaire du

gouvernement connu pour sa popularité dans le Sud, a déclaré que tant qu'il serait vivant, aucun gang ne s'installerait dans la région. Il a même exhorté la population à « dormir tranquille ». Mais l'histoire enseigne que la vigilance est une arme vitale. Même entouré de ses hommes, Muscadin ne saurait défendre seul toute une population.

La population du Grand Sud ne doit pas se laisser bercer d'illusions. Elle doit commencer à organiser collectivement sa défense..

La menace est réelle. Le moment est venu de se préparer, de s'unir et de riposter de manière collective contre toute tentative des criminels de « Viv Ansanm » d'étendre leur dictature sanglante sur le Grand Sud.■

## CHRONIQUE D'UNE MANIFESTATION AVORTÉE

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues pour manifester leur réprobation sur ce qui se dessine pour les masses populaires. Mais la manifestation du 15 avril, après plusieurs jours de propagande, a été annulée par les dirigeants le jour même, alors que des centaines de manifestants s'apprêtaient à gagner les rues. Nous publions ci-après, le récit d'un petit groupe de jeunes qui se sont rendus au Canapé-Vert pour y prendre part.

À défaut de transport, nous avons marché de Delmas à Canapé-Vert en passant par Pétion-Ville. Nous sommes arrivés sur le lieu du rassemblement, la place de Canapé-Vert, à 9 h 30. Les manifestants commençaient à peine à se réunir. En attendant nous nous sommes mis à la recherche de cartons pour écrire des pancartes. Nous en avons confectionné trois avec des messages clairs sur les « brigades d'autodéfense populaires » comme « Liberté, ou la mort ! Résistez ! Résistez ! »

Plusieurs personnes qui nous observaient nous ont demandé de faire des pancartes sur le même sujet pour elles, mais les cartons étaient difficiles à trouver. On a pu en faire seulement trois pour trois manifestants.

La foule était devenue immense,

mais il n'y avait aucune agitation. À 11h un mobile sonore était arrivé avec sur son toit plusieurs hommes. Mais au lieu de donner le signal de départ, un pasteur, perché sur le toit du mobile s'est mis à déblatérer, puis un hougan. Ainsi la foule, patiente jusque-là n'a eu droit qu'à des prières et des sermons de toutes sortes. On se serait cru dans une église. Nous ne nous attendions pas à cela. Plusieurs personnes étaient en colère et voulaient rebrousser chemin. On a essayé de les en empêcher. Et on se mettait à crier dans la foule pour forcer les dirigeants à démarrer la manifestation, d'autant plus qu'il commençait à pleuvoir.

Ils n'ont pas démarré la manifestation, au contraire ils ont exigé de la foule qu'elle attende Samuel qui n'était pas encore arrivé, sous la pluie en plus. Ils ont fait savoir que la

manifestation ne pouvait démarrer sans lui. Samuel est arrivé aux environs de 12 h 30. Il a trouvé une foule, toujours compacte malgré la pluie qui attendait le départ de la manifestation.

Mais les chefs ont choisi de faire autrement, en méprisant cette volonté populaire qui a bravé le mauvais temps. Après plus de 30 minutes de discours de Samuel, ils ont décidé sans la moindre consultation de la foule d'annuler la manifestation.

Après plus de 4 heures à attendre, nous sommes partis, dans la confusion et la déception. Voilà pourquoi les brigades des quartiers et toutes les initiatives populaires d'auto-défense doivent être dirigées par des comités de travailleurs, de pauvres, élus par les riverains et non par un individu, encore moins par un policier. ■

## L'INDEXATION DES SALAIRES SUR LE COÛT DE LA VIE, UN IMPÉRATIF

En Haïti, la détérioration dramatique des conditions de vie impose avec urgence la revendication d'un relèvement immédiat du salaire minimum et l'application de l'échelle mobile des salaires. Depuis le dernier ajustement de février 2022, le salaire minimum est resté figé alors que les prix des produits de consommation courante, du logement, du transport, et des services essentiels ont explosé sous l'effet combiné de l'insécurité et de la spéculation sauvage.

Le cas des travailleurs de la sous-traitance est particulièrement parlant : leur salaire minimum brut est de 685 gourdes par jour, soit environ 4,5 dollars américains. Or, un budget journalier moyen — ne serait-ce que pour les frais de transport et un menu repas— dépasse largement les 685 gourdes. Ce déséquilibre criant condamne les travailleurs à la misère noire, les poussant à des privations extrêmes et à l'endettement chronique.

Cette situation intolérable rappelle que chaque revalorisation du salaire minimum a

toujours été le fruit d'un rapport de forces arraché de haute lutte par les travailleurs eux-mêmes. Ce n'est ni par la grâce des patrons ni par la bonne volonté des gouvernements successifs que les maigres ajustements ont eu lieu, mais grâce aux manifestations et aux grèves massives organisées, notamment par les travailleurs de la sous-traitance. Depuis plus de 15 ans, ils ont été à l'avant-garde de la bataille pour le relèvement du salaire minimum. Aujourd'hui plus que jamais, face à la flambée incontrôlée des prix, à l'effondrement économique et au chaos social, l'indexation automatique des salaires sur le coût réel de la

vie devient un impératif vital. Il faut que les salaires augmentent proportionnellement à l'inflation pour protéger les travailleurs contre l'appauvrissement permanent. Cette revendication est d'autant plus légitime que ce sont les travailleurs qui produisent toutes les richesses du pays, alors que les classes possédantes continuent de prospérer sur leur dos.

L'échelle mobile des salaires n'est pas une faveur : c'est une nécessité pour la survie des travailleurs, quel que soit leur secteur d'activité. ■

## PREMIER MAI 2025 : LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DÉFILÉ

Sans tambour ni trompette, la célébration de la journée du 1er mai 2025 s'est déroulée dans une indifférence presque totale à Port-au-Prince. Si, à l'initiative des 9 conseillers présidentiels, une rencontre s'est tenue entre le gouvernement et les hauts dignitaires de l'État, dans les rues, il n'y avait ni manifestation ni sit-in de travailleurs.

Emmitoufflés dans leurs costumes blancs, les 9 girouettes du Conseil présidentiel ont, une fois de plus, trouvé l'occasion de siphonner de l'argent dans les caisses de l'État. La « commémoration de leur « fête du travail et de l'agriculture » en a été le prétexte, ce jeudi 1er mai 2025, dans un pays où sévit le chômage de masse et où l'agriculture est réduite à peau de chagrin.

Sur la zone industrielle, vidée de la majorité de ses usines et de ses milliers de travailleurs, le marasme est total. Les ouvriers n'avaient ni l'envie ni la force de défilé comme ils le faisaient auparavant.

Toutefois, pendant tout le mois d'avril, l'OTR a diffusé chaque semaine un petit éditorial à l'endroit des travailleurs sur l'historicité des luttes des travailleurs

pendant toute la deuxième moitié du XIXe siècle et le début du XXe siècle. En s'inspirant de ces luttes, la classe ouvrière d'aujourd'hui peut trouver des idées pour revendiquer de meilleures conditions de travail et une meilleure qualité de vie. Nous publions ci-après la traduction française des deux derniers paragraphes du dernier éditorial publié le 30 avril.

« Tant que nous vivons, il y a de l'espoir. Les travailleurs de l'usine Hansae se sont mis en grève le mois dernier pour demander des améliorations dans leurs conditions de travail. Dans d'autres usines, les travailleurs se sont réunis en petits groupes et ont discuté de leurs mauvaises conditions. Certains ont parlé de l'urgence d'un ajustement des salaires suivant l'inflation, d'autres de la nécessité d'une caisse de solidarité pour soutenir les travailleurs au chômage.

C'est dans les luttes pour la satisfaction de ces revendications immédiates que nous pourrions mettre sur pied une organisation démocratique des travailleurs. C'est dans ces luttes que les travailleurs d'Haïti pourront se joindre à leurs camarades d'autres pays pour reprendre l'idée de Marx : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous », avec pour objectif de renverser

la bourgeoisie. C'est en prenant le pouvoir et en l'exerçant que les travailleurs parviendront à bâtir une société sans classes, qui aura comme seule boussole la satisfaction des besoins de l'ensemble de ses membres. » ■



Défilé du 1er mai 2023

## POUR UNE SUBVENTION AUX TRAVAILLEURS ACTIFS ET NON ACTIFS

Dans un contexte d'effondrement économique aggravé par l'insécurité et la vie chère, l'urgence du versement d'une subvention aux travailleurs, qu'ils soient actifs ou non, s'impose avec force. Cette allocation ne serait pas un cadeau mais une maigre restitution de la richesse produite par le travail de ces ouvriers.

Les luttes passées des travailleurs, notamment ceux de la sous-traitance, avaient contraint le gouvernement à octroyer, à deux reprises, une allocation appelée « accompagnement social » lors des précédentes flambées des prix. Aujourd'hui, la situation dramatique exige une réponse immédiate.

Les travailleurs, frappés de plein fouet par l'effondrement des salaires, n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Le salaire minimum de 685 gourdes dans la sous-traitance est dérisoire face aux dépenses quotidiennes pour la nourriture, le logement et le transport, qui explosent jour après jour. Comment survivre avec moins de 5 dollars par jour alors que les prix des produits de

première nécessité et des loyers ont atteint des sommets ?

De plus, cette subvention doit absolument s'étendre aux travailleurs licenciés ou mis en chômage forcé. Des milliers d'ouvriers sont aujourd'hui privés de leur emploi à cause de la fermeture en série des entreprises dans les zones industrielles sous l'effet de la terreur des gangs. Ces travailleurs, qui hier encore généraient des millions de dollars de profits pour les patrons, sont abandonnés sans ressources. Ce sont pourtant eux qui, par leur sueur, ont enrichi les patrons des usines, et dont les salaires amputés par des taxes massives de plus de 20% ont rempli les caisses de l'État.

L'accès à cette subvention doit être facilité, pas question d'imposer des procédures administratives complexes, comme l'obligation d'ouvrir des comptes bancaires, ce qui est pratiquement impossible pour une large partie des travailleurs aujourd'hui. L'ouverture d'un compte bancaire exige des pièces administratives, des preuves d'adresse, et d'autres documents que la majorité des travailleurs n'a pas dans la situation de chaos actuel. Ces complications bureaucratiques seraient une barrière supplémentaire à un droit fondamental.

Il est urgent que cette subvention soit débloquée immédiatement et sans exclusion. La misère ne fait pas la différence entre travailleur actif et chômeur : elle frappe avec la même brutalité. ■

## DANS L'INTERNATIONAL

*La dette de l'indépendance, il y a deux cents ans. Le 17 avril dernier, en Haïti comme dans la diaspora, le gouvernement haïtien et quelques intellectuels petits-bourgeois se revendiquant de la gauche ont commémoré à leur manière le bicentenaire de l'ordonnance de Charles X, qui imposa à Haïti, sous la menace des baïonnettes, le paiement de 150 millions de francs-or en échange de la reconnaissance de son indépendance. Cette rançon, véritable hold-up colonial, a largement contribué à la paupérisation du pays et des classes laborieuses.*

*Voici un extrait d'un article paru dans le journal de nos camarades antillais, Combat Ouvrier, le 26 avril 2025.*

### « DETTE HAÏTIENNE » : LA RÉPARATION NE PEUT VENIR QUE DE LA RÉVOLUTION DES MASSES PAUVRES

En 1825, il y a tout juste 200 ans, Haïti a été forcée de payer une somme considérable à l'État français en échange de la reconnaissance de son indépendance. Cette ordonnance fut signée par le roi de France Charles X le 17 avril 1825.

Le 17 avril 2025, le jour du bicentenaire de l'ordonnance, Emmanuel Macron a fait une déclaration officielle.

Il y qualifie la rançon imposée par la France de « force injuste de l'Histoire », pour ensuite annoncer la création d'une commission franco-haïtienne d'historiens chargée d'évaluer l'impact du rançonnement. Une façon cynique de se débarrasser du problème ! Si vraiment il voulait faire quelque chose, il pourrait ne serait-ce que stopper les expulsions et régulariser tous les Haïtiens sur le territoire français.

Dans sa déclaration, le rôle de la grande bourgeoisie dans ce pillage est mis de côté. La rançon était pourtant bien destinée à indemniser les anciens planteurs.

Le débat est animé parmi des historiens et des intellectuels haïtiens, français et caribéens. Rapidement la critique a fusé car la déclaration n'avait pas mentionné la question des « réparations » vis-à-vis du préjudice subi par Haïti. Au paiement des 150 millions de francs or par Haïti s'ajoutent les nombreux emprunts, refinancements et intérêts payés aux banquiers de France et des États-Unis. Des travaux d'historiens, publiés en 2022 par le New York Time, ont estimé le préjudice entre 21 et 115 milliards de dollars pour Haïti entre 1825 et 1957.

Le gouvernement français

n'envisage évidemment pas de payer pour ce préjudice. Pas même les 30 milliards d'euros réclamés il y a quelques années par l'État haïtien en guise de réparation. Et quand bien même, si l'État français entamait des négociations sur la question des réparations, que prendra-t-il en compte ?

Les dommages créés par la France en Haïti ne sont pas chiffrables. Avant la « double-dette » imposée, la bourgeoisie française et occidentale s'est développée sur le socle du système esclavagiste. Haïti, aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du monde, fut la colonie la plus riche du monde. L'exploitation esclavagiste permit l'essor de l'économie française. Dans sa déclaration Macron mentionne la révolution des esclaves haïtiens, il dit que ce combat « aurait dû offrir à la France et Haïti l'opportunité de faire chemin commun ». En guise de chemin commun, il y a eu la continuité du pillage de la population et l'enrichissement de la bourgeoisie.

Les esclaves se sont soulevés massivement, ils ont renversé le système de l'esclavage en 1794 et ont gagné leur indépendance en mettant en déroute l'armée napoléonienne en 1804. Mais le pays n'a jamais cessé de payer pour cette audace. Tout le poids du capitalisme mondial a pesé sur lui. Le préjudice est incommensurable.

La préoccupation de la population pauvre en Haïti n'est pas le débat sur les

« réparations ». C'est sa survie qui la préoccupe. Les gangs dans leur ascension massacrent les habitants, pillent les quartiers. La nourriture manque, un million d'enfants sont menacés par la famine... Même si l'Etat français donnait quelques millions ou milliards, ils seraient détournés par des notables et des petits bourgeois en Haïti, et ne sortiraient pas la population de cette barbarie.

La réparation du préjudice c'est l'expropriation de tous ceux qui se sont enrichis sur des générations par l'exploitation esclavagiste, sur le pillage d'Haïti et sur la misère de la population laborieuse. La population totalement écrasée en Haïti n'aura pas d'autre choix que de s'en prendre aux gros possédants d'Haïti et surtout à la grande bourgeoisie impérialiste française et étasunienne. Le capitalisme ne pourra payer pour ses crimes qu'en étant exproprié complètement ! En Haïti et d'un bout à l'autre de la planète, c'est la suppression de la société d'exploitation de l'Homme par l'Homme et son remplacement par une société au service de tous qui pourra définitivement sortir l'humanité de la barbarie.■



**POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.**

**TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.**